

Mode d'emploi quotient familial

Principe

La participation familiale est établie en fonction du coût du séjour. Il s'agit, pour les séjours Juniors, d'un tarif déjà subventionné à 40% et pour les séjours familiaux d'un tarif négocié de 10 à 30%. Les familles bénéficient ensuite, en fonction de leur quotient familial, d'un subventionnement supplémentaire pouvant aller jusqu'à 35% pour les séjours familiaux et 50% pour les séjours juniors.

Statut

La mise en place du quotient familial n'implique aucune modification sur le statut d'ouvrant droit et d'ayant droit. Par ailleurs, les personnes ne fournissant pas ou omettant de fournir la copie de leur avis d'imposition se verront appliquer la tranche maximum

Application du quotient familial

Base du calcul

Les tarifs sont calculés en fonction du revenu fiscal de référence et du nombre de parts par foyer. Il existe 6 tranches de Q1 à Q6 (du plus cher au moins cher), chaque tarif étant déjà calculé et indiqué pour chaque destination.

$$QF = \frac{\text{revenu fiscal de référence}}{\text{nombre de parts}}$$

Calcul du nombre de parts : se référer à l'avis d'imposition

1 part = 1 adulte

½ part par enfant pour les 2 premiers enfants d'un couple

1 part entière pour le 1^{er} enfant de parents divorcés, séparés

1 part entière pour le 1^{er} enfant d'une famille monoparentale

1 part entière à partir du 3^{ème} enfant

1 part entière pour les enfants handicapés

Tranches de quotient familial AGOSPAP

Q1	13 000 € et plus
Q2	11 000 € à 12 999 €
Q3	9 000 € à 10 999 €
Q4	7 000 € à 8 999 €
Q5	5 000 € à 6 999 €
Q6	0 à 4 999 €

Pièces à fournir

- Juniors

- Photocopie du dernier bulletin de salaire ou l'arrêté de mise en retraite.
- Photocopie du livret de famille de l'ouvrant droit mentionnant les enfants à inscrire.
- Avis d'imposition (n-1) de la famille. Si le couple fait une déclaration unique, un seul avis d'imposition, si le couple déclare séparément, il faut les deux avis d'imposition.
- En cas de divorce ou de séparation, une attestation sur l'honneur indiquant que l'ouvrant droit à l'autorité parentale sur l'enfant ou autorisation du parent ayant autorité au moment du séjour de l'enfant.
- En cas de noms différents, une attestation prouvant que l'ouvrant droit perçoit le supplément familial pour les enfants à inscrire (à demander au service du personnel ou à l'UGD) ou copie des différents livrets de famille ou toute autre pièce prouvant le rattachement.

Cas particuliers

- Parents divorcés, séparés : avis d'imposition de l'ouvrant droit
 - soit la personne qui a la charge de l'enfant : avis d'imposition + le montant de la pension alimentaire perçue
 - soit la personne qui verse la pension alimentaire : avis d'imposition – le pension versée
- Famille recomposée (remariage, vie maritale) : l'ouvrant droit peut inscrire l'enfant de son conjoint s'il en a la charge et qu'il perçoit le supplément familial, avis d'imposition du couple.

- Familles

- Photocopie du dernier bulletin de salaire ou l'arrêté de mise en retraite.
- Avis d'imposition de la famille. Si le couple fait une déclaration unique, un seul avis d'imposition, si le couple déclare séparément, il faut les deux avis d'imposition.

Cas particuliers :

- Les concubins doivent adresser chacun leur avis d'imposition.
- Dans le cas de séparation, fournir un document du juge (avis de séparation du juge)
- Inscription de deux familles sur le même dossier, si deux foyers fiscaux sont à une adresse différente, deux factures différentes seront émises, s'il s'agit de la même adresse le tarif le plus intéressant sera appliqué,
- En cas de changement de situation en cours d'année, chaque dossier sera traité au cas par cas (avis d'imposition, bulletin de salaire, avis de séparation du juge, certificat de décès, certificat de naissance...).

Lien avec les produits concernés

Tableau récapitulatif

Calcul avec 1 avis d'imposition	<u>revenu fiscal de référence (RFR)</u> nombre de part(s)
Calcul avec 2 avis d'imposition	<u>RFR (1) + RFR(2)</u> nombre de part(s)
Calcul des parts en cas de divorce ou pour les familles monoparentales	1 ^{er} enfant : 1 part, 2 ^e enfant : ½ part 3 ^e enfant : 1 part
Revenu non imposable	La tranche la plus basse doit être appliquée
En cas de divorce doit-on impérativement avoir les 2 avis d'imposition lors d'une autorité parentale conjointe sachant que la pension alimentaire est déclarée sur l'avis d'imposition ?	Prendre <u>l'avis d'imposition de l'ouvrant droit</u> : 1- la personne qui a les enfants à charge : l'avis d'imposition + le montant de la pension alimentaire perçue 2- la personne verse la pension alimentaire : le montant de l'avis d'imposition – le montant de la pension alimentaire versée.
En cas de décès de l'un des parents survenu dans le courant de l'année en cours, doit-on tenir compte de la situation actuelle ou toujours celle de N-1 ?	Situation au cas par cas, et l'on prend la situation la plus avantageuse : les revenus de l'ouvrant droit – les revenus du conjoint décès divisés par le nombre de part – 1 part
En cas de remariage ou vie maritale, de quel avis d'imposition doit-on tenir compte ? Quel est le ou les avis d'imposition dont on a besoin lorsqu'il s'agit de famille recomposée ?	L'ouvrant droit peut inscrire l'enfant de son conjoint s'il en a la charge et qu'il perçoit le complément familial. L'avis d'imposition du couple.
En cas de séparation de fait (sans aucune ordonnance légale) si nous avons pas les 2 avis d'imposition, doit-on tenir compte de celui de l'ouvrant droit ou appliquer la tranche la plus haute ?	L'avis d'imposition de l'ouvrant droit et une déclaration sur l'honneur justifiant la séparation de fait sous réserve de l'avis de séparation du juge.

Pour tout complément d'information vous pouvez contacter l'AGOSPAP : contact@agospap.com